

Journée des banquiers 2019 - Interagir avec une vision stratégique

Bâle, 12 Septembre 2019 – La Journée des banquiers 2019 a pour mot d'ordre: «Interagir avec une vision stratégique». L'Association suisse des banquiers (ASB) considère en effet qu'il est essentiel de se tourner vers l'avenir et de coopérer de manière constructive: il s'agit pour elle de jouer pleinement son rôle d'interlocuteur majeur auprès des autorités et des milieux politiques, mais aussi d'assurer le succès de la Suisse en tant qu'économie ouverte et de promouvoir une place financière performante.

Interagir avec une vision stratégique, c'est trouver ensemble des solutions

Herbert J. Scheidt, Président de l'ASB, l'affirme clairement: «Nous voulons trouver des solutions convaincantes en dialoguant avec les autorités et les milieux politiques et forger ainsi l'avenir de notre place financière.» C'est sur ce postulat que l'ASB a basé son travail au cours de l'année écoulée, non sans succès: en concertation étroite avec les autorités, elle a pris des mesures ciblées visant à stabiliser encore davantage le marché immobilier. L'autorégulation révisée concernant le financement hypothécaire des immeubles de rendement contribue efficacement à pérenniser la stabilité de la place financière. L'élaboration du Guide «Cloud» a permis de réunir les acteurs concernés de la branche et des représentants des autorités autour d'une même table. Ce guide de l'ASB formule des recommandations concrètes en vue de favoriser le développement de la branche et l'intégration avec succès des nouvelles technologies dans l'activité bancaire.

Assurer la stabilité du marché financier selon une approche élargie

En ces temps de mutation internationale et d'incertitudes, la Suisse demeure un havre de stabilité. Cette position doit être préservée et, compte tenu des évolutions internationales, elle doit être mieux protégée et renforcée. Il s'agit d'identifier précisément les facteurs de sécurité et de stabilité pour aujourd'hui et pour demain, puis de définir la contribution que chaque acteur est susceptible d'apporter. Herbert J. Scheidt précise: «Nous souhaitons soulever la question de savoir sous quelle forme il y a lieu d'adapter l'approche de la stabilité par les autorités et le public ainsi que l'exercice du mandat de stabilité de la Banque nationale. Depuis la crise financière, les banques ont massivement renforcé leurs dotations en fonds propres et en liquidités, contribuant ainsi à la sécurité et à la stabilité. Mais de nouveaux risques systémiques sont apparus, de sorte que le rôle stabilisateur ne peut plus être dévolu aux seules banques dans les circonstances actuelles.»

Il faut un dispositif global de protection contre les cyberrisques. La cybercriminalité est une menace qui dépasse de loin le périmètre des différentes banques. Les cyberattaques surviennent à l'improviste, déclenchent des effets de réseau et ont ainsi potentiellement des impacts systémiques. Le secteur bancaire, conscient de cette situation, a engagé de nombreuses mesures. Mais un dispositif global de protection nécessite de nouveaux modes de coopération entre les banques et les autorités. En particulier, la Banque nationale doit considérer la cybercriminalité comme faisant partie intégrante de son mandat de stabilité.

Les nouveaux acteurs qui opèrent dans le domaine bancaire, forts d'une solide assise financière, ne doivent pas pouvoir mettre en péril la stabilité de la place financière suisse. La numérisation recèle de multiples opportunités pour les banques. Mais il ne faut pas négliger pour autant les risques inhérents aux nouveaux acteurs, qui mettent en oeuvre de nouveaux modèles d'affaires numériques basés sur les nouvelles technologies. Un mandat de stabilité porteur d'avenir doit intégrer l'évaluation de ces acteurs.

La persistance des taux d'intérêt négatifs pèse sur la compétitivité internationale des banques suisses: ces dernières versent chaque année plus de CHF 2 milliards d'intérêts négatifs. Cela représente environ 5 % de leurs revenus d'intérêts bruts et constitue un handicap concurrentiel d'autant plus lourd que dans la zone euro et aux Etats-Unis, les banques sont subventionnées ou rémunérées pour les dépôts effectués auprès de la Banque nationale. Rien qu'aux Etats-Unis, on estime que la Fed va verser cette année quelque USD 30 milliards d'intérêts sans risque aux banques.

Les taux d'intérêt négatifs génèrent des préjudices structurels considérables pour l'économie suisse et présentent d'importants inconvénients pour nos concitoyennes et concitoyens. Ils entraînent la formation de bulles et compromettent durablement la compétitivité de l'économie suisse en maintenant artificiellement en vie des entreprises non rentables. De plus, ils mettent en péril la prévoyance vieillesse. Un nouvel abaissement des taux d'intérêt ne ferait qu'accentuer cette problématique. Plus les taux d'intérêt négatifs perdurent et plus le préjudice structurel s'accroît pour la Suisse, plus la question se pose avec acuité: à partir de quand faudrait-il réagir?

Faire de la Suisse un hub en matière de finance durable

Les investissements durables ont progressé de 83% en 2018 pour atteindre le niveau sans précédent de CHF 717 milliards (étude de marché de Swiss Sustainable Finance). La part des placements durables s'établit en Suisse à un niveau nettement supérieur à la moyenne internationale. Jörg Gasser, CEO de l'ASB, souligne: «Nous voulons faire de la Suisse un hub de premier plan en matière de finance durable. Notre pays dispose dans ce domaine d'un potentiel et d'une expertise énormes. Nous devons créer des conditions-cadres attrayantes pour que la place financière et la Suisse soient en mesure d'exploiter ce potentiel.»

Promouvoir l'investissement durable suppose de mettre en place des incitations adéquates et des conditions-cadres compétitives. Les restrictions de placement dans la prévoyance professionnelle doivent être éliminées, de même que les entraves fiscales. A cet égard, les mesures phares sont la suppression des droits de timbre et la réforme de l'impôt anticipé. Les banques ont aussi besoin d'un meilleur accès au marché pour pouvoir exporter leurs prestations et leur expertise.

En intégrant systématiquement le développement durable dans leurs processus de conseil, les banques peuvent contribuer avec efficacité à la promotion de la finance durable. «L'ASB est très active dans ce domaine. Nous prévoyons de mettre des lignes directrices à la disposition de nos membres dès le premier semestre de l'année prochaine», indique Jörg Gasser.

Election du Conseil d'administration

L'Assemblée générale de cette année est appelée à élire le Conseil d'administration pour la période 2019-2022. Outre les membres actuels du Conseil d'administration, trois nouveaux membres seront soumis au vote: Alexander Classen, CEO et Country Manager Switzerland, HSBC Private Bank (Suisse) SA, Genève, Guy Lachappelle, Président du Conseil d'administration, Raiffeisen Suisse société coopérative, St-Gall et Philipp Rickenbacher, Chief Executive Officer et Member of the Executive Boards, Julius Baer Group Ltd. and Bank Julius Baer & Co. Ltd., Zurich.

Journée des banquiers

La Journée des banquiers est l'Assemblée générale annuelle de l'ASB et constitue un des temps forts de l'année bancaire dans le pays. Outre l'allocution de Herbert J. Scheidt, Président de l'ASB, le Conseiller fédéral Alain Berset, chef du Département fédéral de l'intérieur (DFI), transmettra le message du Conseil fédéral. Parag Khanna, expert en stratégie et relations internationales, évoquera le rôle géopolitique de l'infrastructure au XXI^e siècle. Dans le cadre d'une table ronde, la Secrétaire d'Etat Daniela Stoffel (SFI), Annika Falkengren (Lombard Odier), le Professeur Jan-Egbert Sturm (KOF/ETH), l'Ambassadeur Martin Dahinden (DFAE) et Jörg Gasser (ASB) débattront de l'importance des interactions mondiales pour le secteur bancaire suisse. Miriam Meckel, publiciste, examinera quant à elle, dans son exposé, les interactions entre l'homme et la technologie. La Journée des banquiers sera aussi l'occasion de distinguer les diplômé-e-s d'un apprentissage bancaire ayant obtenu les meilleurs résultats en 2019. Les échanges entre personnalités issues du monde bancaire, politique et économique seront au coeur de cet événement. Quelque 500 participants sont attendus.

Contact Médias



Michaela Reimann

Ancienne Responsable Relations Publiques et Média

+41 58 330 62 55